

Frédéric Encel
29 janvier 2006

L'après Sharon politique

Frédéric Encel est docteur en géopolitique, professeur à l'ESG ; il enseigne les relations internationales à Sciences-Po Rennes (prépa-ENA), et vient de publier avec Eric Keslassy *Comprendre le Proche-Orient* (Bréal, 2005).

Ces derniers temps, ceux-là mêmes qui démonisaient Ariel Sharon depuis des années reprochent presque à l'auteur de ces lignes de ne pas voir dans son retrait politique un cataclysme ! A ces deux questions si fréquemment posées, « comment Israël pourra vivre sans lui ? », et « le Proche-Orient ne sombrera-t-il pas dans le chaos ? », il convient de répondre qu'aucun homme d'Etat, si grandes soient ses qualités, n'est irremplaçable. Après avoir toujours refusé de participer à la diabolisation du personnage, n'épousons pas davantage sa glorification ambiante ; dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de postures qui interdisent une observation politique sérieuse et objective de la situation.

En premier lieu, sur le plan institutionnel, l'état de santé de Sharon demeure un événement sans incidences graves. Authentique démocratie où prévaut l'état de droit, Israël dispose d'outils efficaces garantissant la continuité de l'Etat. Ainsi, les élections législatives du 28 mars seront maintenues puisque fixées par une loi de dissolution de la Knesset (Parlement), et, par ailleurs, dès l'accident cérébral du chef du gouvernement, l'intérim a été immédiatement et sans la moindre contestation assuré par le vice-premier ministre, conformément à la loi. Il convient aussi de rappeler qu'à deux reprises déjà, une telle situation avait prévalu : en 1969 d'abord, lorsque Lévi Eshkol périt subitement d'une crise cardiaque dans l'exercice de ses fonctions, puis, en 1995, quand son lointain successeur Itshak Rabin tomba sous les balles de son assassin. Là, dans ces conditions tragiques et un contexte d'opposition passionnelle à la politique du premier ministre (accords d'Oslo), un flottement dans le pouvoir aurait pu se produire, des menaces sur les institutions se faire jour. Il n'en fut rien et le vice-premier ministre de l'époque, Shimon Péres, assura l'intérim jusqu'aux élections générales anticipées. En outre, il convient de rappeler que les Israéliens n'entretiennent guère le culte de la personnalité. Certains dirigeants politiques sont certes plus appréciés que d'autres, mais les médias comme la rue sont d'une insolence à l'égard de leurs gouvernants qui surprend jusqu'aux observateurs les plus avertis. Du prestigieux fondateur de l'Etat, David ben Gourion, au vainqueur de la guerre des Six-Jours Itshak Rabin, en passant par la « grand-mère du peuple juif » Golda Meir ou « le roi d'Israël » Menahem Begin, chaque premier ministre hébreu a connu à divers moments de son mandat désaffection et opprobre. Sharon, tout auréolé de gloire militaire qu'il est, n'aura pas échappé à la règle ; il remporta facilement les élections à deux reprises (en 2001 et 2003) mais dans un contexte d'attentats en série et face à des candidats travaillistes médiocres. Dans le même temps, sondages défavorables, grèves, et manifestations de rues - on l'oublie trop souvent - auront aussi ponctué ses deux mandats écourtés. Aujourd'hui, ce n'est donc pas un raïs, un grand timonier ou autre lider maximo que va pleurer Israël si « Arik » décède, mais un chef de gouvernement ayant réduit le nombre d'attentats terroristes « kamikazes » de plus de 90%, ultime grand combattant pour la

naissance puis la défense du pays. Mais la vie - y compris la vie politique, bouillonnante en Israël - reprendra vite ses droits.

En second lieu, sur le plan politique, quel avenir pour Kadima ? D'abord, à l'heure où s'inscrivent ces lignes, rien ne s'oppose à ce que Sharon figure en tête de liste. Même diminué, tout citoyen israélien peut occuper cette place, quitte à ce qu'il démissionne pour raisons de santé au profit de son numéro 2 dès la constitution du gouvernement. Cela dit, on imagine mal Kadima porter à la bataille un Sharon mourant ou inconscient, tel un Cid de cinéma, en jouant à fond la carte du *pathos* ; nombre d'Israéliens, même dotés d'un haut niveau de conscience politique, seraient probablement sensibles à cette configuration affective inédite, mais la classe politique y perdrait finalement en prestige et la campagne électorale en offre programmatique.

Quel score l'ancien maire de Jérusalem Ehoud Olmert, candidat officiel de Kadima, pourra-t-il espérer ? Rompu à la vie politique et aux portefeuilles ministériels, ancien faucon s'étant pondéré, Olmert manque pour l'heure de l'auréole d'un Sharon, du verbe tribunicien d'un Netanyahou (tête de liste Likoud), et de la fibre sociale d'un Peretz (tête de liste travailliste). En outre, parviendra-t-il à concilier à la fois les idéologies et les ambitions personnelles des individualités présentes sur sa liste hétéroclite ? Rien n'est moins sûr. Quant aux sondages actuels, excessivement prometteurs, ils traduisent bien davantage l'attachement et la fidélité à un Sharon hospitalisé qu'une adhésion réelle à un programme qui, au demeurant, reste à ciseler. Immédiatement après la mort tragique de Rabin, en novembre 1995, un sondage accordait 62% des intentions de vote à Shimon Péres contre 29% à Bibi Netanyahou ; quelques mois plus tard, le second remportait les élections face au premier... Admettons tout de même un parti Kadima à 20% ou 25% des suffrages. Qu'en faire si l'un de ses rivaux le devance ? Car au soir du scrutin, c'est la tête de la liste ayant recueilli le plus de suffrages que le président de l'Etat, en l'espèce Moshé Katsav, appellera à constituer une coalition gouvernementale. Dans un tel système, arriver triomphalement en... deuxième position, c'est échouer à présider aux destinées du pays. On l'a vu ces dernières années avec des partis tels que Shass (religieux séfarde) ou Shinouï (laïciste). En revanche, même s'il ne devient pas premier ministre, un Olmert ayant arraché 20 sièges sera ministre poids lourd dans un gouvernement Likoud ou travailliste ; on imagine mal en effet une coalition droite nationaliste-libérale/gauche pacifiste-sociale, et, par conséquent, l'arithmétique imposera à l'un comme l'autre des grands partis traditionnels une alliance avec un centre puissant pour espérer parvenir à une majorité absolue de 61 députés sur 120. Enfin si Kadima s'effrite considérablement - ce qui n'est pas inenvisageable - on reviendra au schéma israélien traditionnel : une bipolarité droite/gauche faiblement dominante croisée à un émiettement considérable au centre, aux extrêmes et dans les cercles religieux. Or plus la coalition est hétéroclite, moins la ligne politique directrice - en particulier sur le dossier palestinien - est cohérente. Assurément, ce qui risque de manquer au successeur de Sharon quel qu'il soit, c'est cette marge de manœuvre politique exceptionnelle que le stratège avait réussi à se forger.

En troisième lieu, le courageux président palestinien Mahmoud Abbas n'est-il pas précisément orphelin des détermination et capacité politiques de son vis à vis ? Peu accommodant, négociant le retrait de Gaza en 2003-2004 avec Bush plutôt qu'avec Arafat, Sharon présentait au moins deux avantages : non seulement pouvait-il forcer la décision de retraits ultérieurs chez ses compatriotes, mais aussi acceptait-il de rencontrer Abbas. Même s'il ne l'avait fait qu'à trois reprises et sans négocier au fond, un véritable processus de pourparlers aurait donc pu s'instaurer. A cet égard, la santé de Sharon aura trahi Mahmoud Abbas au plus mauvais

moment, soit en pleine campagne électorale, face au Hamas jouant le chaos et la politique du pire...

Avec Sharon, le Proche-Orient perdra l'unique homme politique israélien - et il ne s'agit pas d'un travailliste ! - ayant assumé deux démantèlements forcés d'implantations juives, l'un au Sinaï égyptien comme ministre de la Défense en 1982, l'autre comme premier ministre à Gaza en 2005, un leader dans lequel le président égyptien Moubarak et le souverain hachémite de Jordanie plaçaient de leur propre aveu une grande confiance, un homme d'Etat dont même l'Union européenne avait fini par reconnaître le pragmatisme. Ce n'est certes pas rien, mais ce n'est pas tout. Après la disparition de Rabin, nous avons demandé à un passant, à Jérusalem, ce qu'il adviendrait d'Israël. La réponse fut cinglante et si juste : « Cher Monsieur, savez-vous que même Moïse a fini par mourir ?... »

Frédéric Encel

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net